

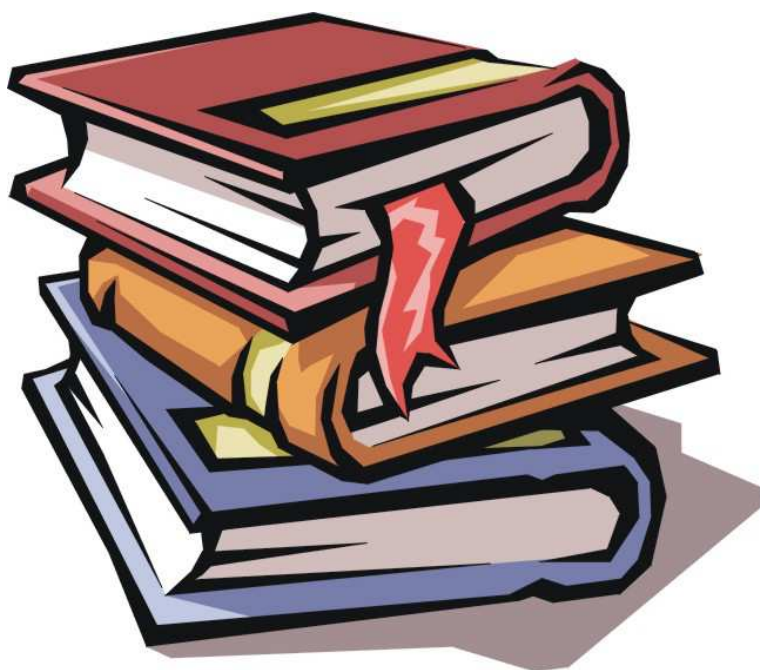


Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

RECUEIL
DES ACTES ADMINISTRATIFS
DE LA PREFECTURE
DES YVELINES



N° 4
Du 15 janvier 2018

Sommaire

Agence régionale de santé

Délégation Territoriale des Yvelines

Versailles

répartition de la dotation globalisée commune prévue au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens de l'ASSOCIATION AVENIR APEI POUR LES ETABLISSEMENTS ET SERVICES SUIVANTS

Décision

Centre Hospitalier de Plaisir

direction générale

NA

Décision de délégation de signature

décision

Direction départementale des finances publiques

Délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal du responsable du service des impôts des entreprises de Poissy

Arrêté

Liste des responsables de service disposant de la délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal prévue par le III de l'article 408 de l'annexe II au code général des impôts au 14 octobre 2013

Arrêté

Préfecture de police de Paris

cab

modifiant l'arrêté n°2016-01025 du 02 août 2016 modifié relatif aux missions et à l'organisation de la direction des ressources humaines

Arrêté

Yvelines

DDPP

Arrêté d'habilitation sanitaire du docteur Delphine DULLIN

Arrêté

Arrêté d'habilitation sanitaire du docteur Mathilde LAIGLE

Arrêté

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France

arrêté préfectoral rendant redevable d'une astreinte administrative – société PARIS BEDDIND LIMAY à Limay

Arrêté

arrêté préfectoral de liquidation de l'astreinte ordonnée par l'arrêté préfectoral n°2017-41905 du 25 avril 2017

Arrêté

arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter – société ERMELEC à Porcheville

Arrêté

DRCL

Bureau du contrôle budgétaire et des dotations

Arrêté portant éligibilité de la Communauté de communes Gally-Mauldre à la bonification de la dotation d'intercommunalité	Arrêté
Arrêté portant éligibilité de la Communauté de communes Les Portes de l'Île de France à la bonification de la dotation d'intercommunalité	Arrêté
Arrêté portant éligibilité de la Communauté de communes du Pays Houdanais à la bonification de la dotation d'intercommunalité	Arrêté



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Décision n° 2018002-0003

signé par

**Dr Marc PULIK, PAR DELEGATION LE DELEGUE DEPARTEMENTAL AGENCE
REGIONALE DE SANTE ILE DE FRANCE LE DELEGUE DEPARTEMENTAL DES
YVELINES**

Le 2 janvier 2018

**Agence régionale de santé
Délégation Territoriale des Yvelines**

**Décision tarifaire n° 18-78-004 portant fixation pour l'année 2018 du montant et de la
répartition de la dotation globalisée commune prévue au contrat pluriannuel d'objectifs et de
moyens de l'ASSOCIATION AVENIR APEI POUR LES ETABLISSEMENTS ET SERVICES
SUIVANTS**

18 - 78 - 004 -

DECISION TARIFAIRE N° PORTANT FIXATION POUR L'ANNEE 2018
DU MONTANT ET DE LA REPARTITION DE LA DOTATION GLOBALISEE COMMUNE PREVUE
AU CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DE
ASSOCIATION AVENIR APEI - 780804472
POUR LES ETABLISSEMENTS ET SERVICES SUIVANTS :

- Service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) - SESSAD LA ROSERAIE - 780801155
 - Institut médico-éducatif (IME) - IME LES PAPILLONS BLANCS - 780690269
 - Institut médico-éducatif (IME) - IME LA ROSERAIE - 780690020
 - Institut médico-éducatif (IME) - IME LES GLYCINES - 780808200
- Etablissement et service d'aide par le travail - (ESAT) - ESAT LES COURLIS - 780825055
- Etablissement et service d'aide par le travail - (ESAT) - ESAT LES NEFLIERS - 780700787
- Etablissement et service d'aide par le travail - (ESAT) - ESAT LA ROSERAIE - 780170015
 - Etablissement et service d'aide par le travail - (ESAT) - ESAT CAVT - 780800769
 - Maison d'accueil spécialisée - (MAS) - MAS UN AUTRE REGARD - 780804720
 - Maison d'accueil spécialisée - (MAS) - MAS LE POINT DU JOUR - 780002598
 - Maison d'accueil spécialisée - (MAS) - MAS LA ROSERAIE - 780803284
 - Foyer d'accueil médicalisé - (FAM) - FAM LE MOULIN - 780824777

Le Directeur Général de l'ARS Ile-de-France

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2016-1827 du 23/12/2016 de financement de la Sécurité Sociale pour 2017 publiée au Journal Officiel du 24/12/2016 ;
- VU l'arrêté ministériel du 15/03/2017 publié au Journal Officiel du 17/03/2017 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2017 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
- VU la décision du directeur de la CNSA en date du 16/05/2017 publiée au Journal Officiel du 07/06/2017 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2017 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF
- VU le décret du 1er juillet 2015 portant nomination de Monsieur Christophe DEVYS en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Ile-de-France ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué départemental de YVELINES en date du 22/11/2017 ;
- VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu le 14/12/2017, prenant effet au 01/01/2018 ;

DECIDE

Article 1^{er} A compter de 01/01/2018, au titre de 2018, la dotation globalisée commune des établissements et services médico-sociaux financés par l'Assurance Maladie, gérés par l'entité dénommée ASSOCIATION AVENIR APEI (780804472) dont le siège est situé 27, R DU GENERAL LECLERC, 78420, CARRIERES-SUR-SEINE, a été fixée à **14 656 556.17 €**.

Elle se répartit de la manière suivante, les prix de journée à compter de 01/01/2018 étant également mentionnés.

- **Personnes handicapées : 14 656 556.17 €**

Dotations (en €)

FINESS	Etablissement	Dotation imputable à l'Assurance maladie (en euros)
780801155	SESSAD LA ROSERAIE	479 236.58 €
780690269	IME LES PAILLONS BLANCS	2 132 143.03 €
780690020	IME LA ROSERAIE	2 109 838.47 €
780808200	IME LES GLYCINES	3 184 865.68 €
780825055	ESAT LES COURLIS	895 377.48 €
780700787	ESAT LES NEFLIERS	1 602 298.41 €
780170015	ESAT LA ROSERAIE	868 961.21 €
780800769	ESAT CAVT	356 314.00 €
780804720	MAS UN AUTRE REGARD	586 656.00
780002598	MAS LE POINT DU JOUR	1 680 304.53 €
780803284	MAS LA ROSERAIE	440 164.57 €
780824777	FAM LE MOULIN	320 396.21 €

Prix de journée (en €)

FINESS	Etablissement	INT	SI	Aut_1
780801155	SESSAD LA ROSERAIE			152.14 €
780690269	IME LES PAILLONS BLANCS		248.79 €	
780690020	IME LA ROSERAIE		237.51 €	
780808200	IME LES GLYCINES	182.73 €	182.73 €	
780825055	ESAT LES COURLIS		60.29 €	
780700787	ESAT LES NEFLIERS		62.25 €	
780170015	ESAT LA ROSERAIE		60.95 €	
780800769	ESAT CAVT		89.98 €	
780804720	MAS UN AUTRE REGARD	297.64 €		
780002598	MAS LE POINT DU JOUR	279.82 €	279.82 €	
780803284	MAS LA ROSERAIE		240.39 €	
780824777	FAM LE MOULIN	57.38 €		

Pour 2018, la fraction forfaitaire mensuelle, pour le secteur personnes handicapées, s'établit à 1 221 379.68 €.

Article 2 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 1, Place du palais royal, 75100, Paris dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 3 La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Article 4 Le Directeur Général de l'ARS Ile-de-France est chargé(e) de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire ASSOCIATION AVENIR APEI (780804472) et aux structures concernées.

Fait à **VERSAIUES**

, Le **02/04/2018**

Par délégation le Délégué Départemental

Agence régionale de santé Ile-de-France
Le délégué départemental des Yvelines

Dr Marc PULIK



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

décision n° 2018008-0003

signé par
Jacques BERARD, Directeur

Le 8 janvier 2018

**Centre Hospitalier de Plaisir
direction générale**

Décision de délégation de signature

DECISION 2018-03

DÉLÉGATION DE SIGNATURE

CENTRE HOSPITALIER DE PLAISIR

▫ Vu le Code de la Santé Publique, et notamment l'article L 6141-7, D6143-33, D6143-34 et D6143-35 ;

Vu l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

Vu le décret n°2005-921 du 2 août 2005 portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction des établissements mentionnés à l'art. 2 (1°, 2° et 3°) de la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Hospitalière ;

Vu le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs des établissements publics de santé pris en application de la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 susvisée ;

Vu le décret du 2010-347 du 24 avril 2013 prévoyant la liste des personnes habilitées à effectuer des gardes administratives ou techniques ;

Vu le décret n° 93-510 du 24 mars 1993 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements publics de santé et des établissements de santé privés participant à l'exécution du service public hospitalier ;

Vu l'avis favorable donné par la Commission de l'Organisation des Soins en date du 6 juillet 2017 concernant la fusion par création du centre hospitalier de PLAISIR en lieu et place de l'Hôpital Gérontologique et Médico-Social de Plaisir-Grignon et du centre hospitalier JM CHARCOT ;

Vu l'arrêté n° 17-1243 du 29 août 2017 de l'ARS ILE DE France, actant la fusion par création du centre hospitalier de PLAISIR à compter du 1^{er} janvier 2018;

Vu l'arrêté du Centre National de Gestion du 15 décembre 2017 portant nomination de Monsieur **Jacques BERARD** en qualité de Directeur, au centre hospitalier de PLAISIR à compter du 1^{er} janvier 2018;

Vu l'arrêté du Centre National de Gestion du 15 décembre 2017 portant nomination de Madame **Patricia CARLIER** en qualité de directrice adjointe au centre hospitalier de PLAISIR à compter du 1^{er} janvier 2018;

Vu l'arrêté du Centre National de Gestion du 15 décembre 2017, portant nomination de Monsieur **Eric CLAIR** en qualité de directeur adjoint au centre hospitalier de PLAISIR à compter du 1^{er} janvier 2018;

Vu l'arrêté du Centre National de Gestion du 15 décembre 2017 portant nomination de Monsieur **Marc CROISY**, en qualité de directeur adjoint au centre hospitalier de PLAISIR à compter du 1^{er} janvier 2018;

Vu l'arrêté du Centre National de Gestion du 15 décembre 2017 portant nomination de Madame **Valérie JEGOU** en qualité de directrice des soins et de coordonnatrice générale des activités de soins du centre hospitalier de PLAISIR à compter du 1^{er} janvier 2018;

Vu le recrutement de Monsieur **Philippe LARIVIERE** en qualité d'ingénieur hospitalier à compter du 2 mai 2017;

Vu l'arrêté du Centre National de Gestion en date du 15 décembre 2017 portant nomination de Madame **Véronique RAUDIN** en qualité de directrice adjointe au Centre hospitalier de PLAISIR à compter du 1^{er} janvier 2018;

Vu l'arrêté du Centre National de Gestion du 15 décembre 2017, portant nomination de Monsieur **Philippe SABAH** en qualité de directeur adjoint au centre hospitalier de PLAISIR à compter du 1^{er} janvier 2018;

Vu la décision portant nomination de Madame **Annie ABIVEN** en qualité de cadre supérieur de santé, responsable du service de la formation continue à compter du 1^{er} décembre 2015;

Vu le recrutement de Monsieur **Olivier BONVOISIN** en qualité de responsable du système d'information à compter du 2 juin 2014 ;

Vu la décision portant nomination de Monsieur **Pascal BRUYELLE** en qualité d'attaché d'administration hospitalière à compter du 1^{er} janvier 2012;

Vu le recrutement de Madame **Mélanie DESHAYES** en qualité d'attachée d'administration hospitalière à compter du 1^{er} janvier 2012 ;

Vu le contrat à durée indéterminée n° 2009-951 de Madame **Françoise JOLY** en qualité d'adjoint des cadres hospitaliers à compter du 7 décembre 2009 ;

Vu le recrutement de Madame **Bettina METAYER** en qualité d'ingénieur hospitalier responsable du système d'information en date du 5 janvier 2009;

Vu le contrat à durée indéterminée n° 2010-581 de Madame **Nadège EZIHOUE-DEGNINOU** en qualité d'attachée d'administration hospitalière à compter du 15 septembre 2010;

Vu la décision n° 2013-0741 du 17 avril 2013 portant recrutement par voie de mutation de Madame **Karin TANE**, en qualité d'attachée d'administration hospitalière à compter du 15 mai 2013 ;

Vu la décision n° 2017-0460 du 3 juillet 2017 portant recrutement par voie de mutation de Madame **Rachel ZERBIB** en qualité d'attachée d'administration hospitalière à compter du 1er juillet 2017;

Considérant les affectations des personnels de direction et des attachés d'administration hospitalière dans les différentes fonctions au sein du centre hospitalier de PLAISIR ;

Considérant les nécessités de service ;

Le Directeur

D É C I D E

Article 1 :

Monsieur **Jacques BERARD**, Directeur Centre hospitalier de PLAISIR, donne par la présente aux directeurs adjoints, aux cadres supérieurs de santé et aux attachés d'administration hospitalière cités ci-après la délégation pour exercer la suppléance du Directeur dans les limites fixées par le présent document.

Article 2 :

En cas d'empêchement ou d'absence du directeur d'établissement pour quelque motif que ce soit, délégation est donnée à la personne expressément désignée par celui-ci, pour l'exercice de la totalité des attributions de directeur de l'établissement.

Les directeurs adjoints et les attachés d'administration hospitalière du Centre Hospitalier de PLAISIR assurant la garde administrative sont habilités à prendre toutes les décisions et mesures conservatoires qui s'imposent afin d'assurer la continuité de fonctionnement de l'établissement, dans le respect des exigences légales et réglementaires existantes, dont les mesures relatives aux hospitalisations sous contrainte.

Article 3 :

Délégation est donnée à **Madame Patricia CARLIER**, directrice adjointe en charge des affaires générales et des projets, qualité, gestion des risques et CDU pour signer tout acte nécessaire à la gestion des missions qui lui sont confiées :

- ✓ informations préoccupantes des publics handicapés accueillis, auprès des autorités compétentes,
- ✓ conventions à caractère de coopération sanitaire et médicosociale entre établissements,
- ✓ gestion courante concernant la qualité et la gestion des risques,
- ✓ conventions à caractère médicosocial en lien avec les activités d'animations et socio-éducatives des résidents/patients adultes et enfants accueillis en structures médico-sociales ou sanitaires,
- ✓ tout acte nécessaire à la gestion de la CDU du Centre Hospitalier de PLAISIR.

Article 4 :

Délégation de signature est donnée, au titre de comptable matières, à **Monsieur Eric CLAIR** Directeur adjoint chargé des achats, de la logistique et de la coordination du GCS de Plaisir pour la signature de tous les actes, décisions et documents relevant des matières suivantes :

- ✓ marchés afférents aux achats et à la logistique jusqu'à un montant de **50 000 € HT**,

- ✓ engagement et liquidation des dépenses de la direction des services économiques, à savoir toutes les dépenses de classe 2 et celles de classe 6, hormis celles relevant des autres directions fonctionnelles, telles que les dépenses de personnel et celles afférentes aux travaux et au système d'information,
- ✓ gestion courante des questions liées aux achats et de la logistique.

Au titre de comptable matières, **Monsieur Eric CLAIR** est également responsable de la comptabilité des stocks et de la tenue des inventaires et de la gestion des magasins.

Cette délégation s'exerce dans la limite des crédits budgétaires et dans le respect des règles de la comptabilité publique et de l'achat public.

Article 5 :

En cas d'absence de **Monsieur Eric CLAIR**, délégation de signature est donnée à **Monsieur Pascal BRUYELLE**, Attaché d'Administration Hospitalière des services achats et logistiques, pour les actes et décisions suivantes :

- ✓ signature des bons de commande, l'engagement et la liquidation des dépenses concernant la gestion des Services Achats et Logistiques rattachés à hauteur de **10 000 € HT**,
- ✓ comptabilité des stocks en cours, de la tenue des inventaires et de la gestion des magasins.

Cette délégation s'exerce dans la limite des crédits budgétaires et dans le respect des règles de la comptabilité publique et de l'achat public.

Article 6 :

Délégation de signature est donnée à **Madame Valérie JEGOU**, Directrice des soins et coordinatrice générale des soins, pour la signature de tous les actes, décisions et documents relevant des matières suivantes :

- ✓ gestion courante des questions relevant des services de soins,
- ✓ évaluation des personnels paramédicaux (IRMT) et socio-éducatifs,
- ✓ conventions de stage des étudiants et professionnels paramédicaux et socio-éducatifs
- ✓ autorisation et organisation des séjours thérapeutiques (validation des projets, ordres de mission),
- ✓ autorisations de sortie et ordres de mission concernant les activités à visée occupationnelle et/ou d'animation.

Article 7 :

Délégation de signature est donnée à **Monsieur Marc CROISY**, directeur adjoint chargé des ressources humaines et des affaires médicales, pour signer tous actes, décisions et documents relevant des matières suivantes :

- ✓ gestion des personnels médicaux et non médicaux,
- ✓ recrutement et gestion des emplois et des carrières des personnels,
- ✓ recrutement et notation des personnels non médicaux en lien avec la Coordinatrice Générale des Soins,
- ✓ formation continue des personnels,
- ✓ ordre de mission et frais de déplacement des agents,
- ✓ gestion des absences de personnels médicaux et non médicaux,

- ✓ organisation des concours,
- ✓ gestion de la paie,
- ✓ les bordereaux de mandats et titres en l'absence du Directeur,
- ✓ les marchés de fournitures et services afférents aux ressources humaines et affaires médicales, notamment en matière de formation des personnels, d'un montant inférieur ou égal à **15. 000 Euros HT**.

Article 8 :

En l'absence de **Monsieur Marc CROISY**, délégation de signature est donnée à **Madame Rachel ZERBIB** pour signer tous actes, décisions et documents relevant des matières suivantes :

- ✓ gestion des personnels médicaux et non médicaux,
- ✓ recrutement et gestion des emplois et des carrières,
- ✓ notation et évaluation des personnels non médicaux,
- ✓ formation continue des personnels,
- ✓ ordres de mission, frais de déplacements des agents,
- ✓ gestion des absences des personnels médicaux et non médicaux,
- ✓ organisation des concours,
- ✓ gestion de la paie,
- ✓ bordereaux de mandats et titres relatifs au personnel en l'absence du directeur des ressources humaines et des affaires médicales.

Article 9 :

En l'absence de **Monsieur Marc CROISY**, délégation de signature est donnée à **Madame Annie ABIVEN** pour signer tous actes, décisions et documents relevant des matières suivantes :

- ✓ Formation continue des personnels, à l'exclusion de la formation du personnel médical et du personnel de direction :
- ✓ tout acte de commande d'ouvrage et de documents professionnels en lien avec le centre de documentation.

Article 10:

Délégation de signature est donnée à **Monsieur Philippe LARIVIERE**, Directeur Adjoint chargé des travaux, de la sécurité et de la maintenance-exploitation pour la signature de tous les actes, documents et décisions relevant des matières suivantes :

- ✓ marchés et contrats liés aux travaux, à la maintenance-l'exploitation et à la sécurité incendie à hauteur de **50 000 Euros**,
- ✓ engagement et liquidation des dépenses relatives aux travaux de la classe 2 et de la classe 6,
- ✓ engagement et liquidation des dépenses relatives à la maintenance des équipements et à la lutte contre l'incendie,
- ✓ gestion courante des questions liées aux travaux, à la maintenance-exploitation et à la sécurité incendie,
- ✓ gestion des loyers, charges des bâtiments en location

- ✓ bons de commande relatifs à la gestion des stocks du magasin central des services techniques.

Cette délégation s'effectue dans la limite des crédits budgétaires et dans le respect des règles de la comptabilité publique et de l'achat public.

Article 11 :

Délégation de signature est donnée à **Madame Véronique RAUDIN**, directrice adjointe, chargée des Finances, de l'Activité et des Admissions, pour la signature de tous les actes, décisions et documents :

- ✓ d'engagement et de liquidation des dépenses afférents au service des Admissions, aux subventions ou cotisations à caractère général, aux impôts et charges d'emprunt.
- ✓ assurer les fonctions d'ordonnateur délégué et à ce titre, signer l'ensemble des bordereaux récapitulatifs des mandats et titres de recettes,
- ✓ la signature des bordereaux individuels de facturation et les bordereaux journaux des titres de recettes des admissions hôpital, soins de longue durée, EHPAD, accueil de jour et pôle handicapés, les états liés aux recettes diverses (téléphone, chambre particulière et mortuaire, consultations externes, transports sanitaires...), les états de titres de recettes liés à la mise en œuvre de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA), le tableau trimestriel des effectifs de l'EHPAD, les demandes d'autorisations de perception de revenus (résidents bénéficiaires de l'Aide Sociale),
- ✓ signature des rapports de présentation des différents budgets,
- ✓ signature des actes relatifs à la constitution, organisation (nomination des régisseurs et sous régisseurs) et suppression des régies en lien avec le Comptable du Centre Hospitalier de PLAISIR,
- ✓ les décisions d'admission des patients de l'USLD et des résidents de l'EHPAD et du pôle handicap,
- ✓ signature des remises et annulations de créances.

Cette délégation s'effectue dans la limite des crédits budgétaires et dans le respect des règles de la comptabilité publique et de l'achat public.

Article 12:

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Véronique RAUDIN**, délégation de signature est donnée à **Madame Nadège EZIHOUE-DEGNINOU**, attachée d'administration au Service de Financiers pour signer l'ensemble des bordereaux récapitulatifs des mandats et des titres de recettes.

Cette délégation s'effectue dans les limites des crédits budgétaires et dans le respect des règles de la comptabilité publique et de l'achat public.

Article 13:

En cas d'empêchement de **Madame Véronique RAUDIN**, délégation de signature est donnée à **Madame Françoise JOLY**, adjoint des cadres au service Clientèle pour :

- ✓ la signature des décisions en matière d'admissions de patients en psychiatrie,

- ✓ la signature des bordereaux individuels de facturation et les bordereaux journaux des titres de recettes des admissions hôpital, les états liés aux recettes diverses (téléphone, chambre particulière, consultations externes).

Article 14:

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Véronique RAUDIN**, délégation de signature est donnée à **Madame Mélanie DESHAYES**, attachée d'administration au service de la Clientèle, pour :

- ✓ la signature des bordereaux individuels de facturation
- ✓ les bordereaux journaux des titres de recettes des admissions hôpital, soins de longue durée, EHPAD, accueil de jour et pôle handicapés,
- ✓ les états liés aux recettes diverses (téléphone, chambre particulière et mortuaire, consultations externes, transports sanitaires...),
- ✓ les états de titres de recettes liés à la mise à la mise en œuvre de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA),
- ✓ le tableau trimestriel des effectifs de l'EHPAD, les demandes d'autorisations de perception de revenus (résidents bénéficiaires de l'Aide Sociale).

Article 15:

Délégation de signature est donnée à **Monsieur Philippe SABAH**, Directeur Adjoint chargé de la stratégie patrimoniale et du système d'information pour la signature de tous les actes, documents et décisions relevant des matières suivantes :

- ✓ marchés relatifs au système d'information à hauteur de **50 000 Euros**,
- ✓ contrats, conventions s'appliquant au système d'information,
- ✓ engagement et liquidation des dépenses relatives au système d'information,
- ✓ gestion courante des questions liées au système d'information

Cette délégation s'effectue dans la limite des crédits budgétaires et dans le respect des règles de la comptabilité publique et de l'achat public.

Article 16 :

En cas d'absence ou d'empêchement de **Monsieur Philippe SABAH**, délégation est donnée à **Monsieur Olivier BONVOISIN**, responsable du système d'information pour la signature de tous les actes, documents et décisions relevant des matières suivantes :

- ✓ contrats, conventions s'appliquant au système d'information,
- ✓ gestion courante des questions liées au système d'information,
- ✓ engagement et liquidation des dépenses relatives à la maintenance des équipements informatiques à hauteur de **10 000 Euros**.

Article 18 :

En cas d'absence ou d'empêchement de **Monsieur Philippe SABAH**, délégation est donnée à **Madame Bettina METAYER**, responsable du système d'information pour la signature de tous les actes, documents et décisions relevant des matières suivantes

- ✓ contrats, conventions s'appliquant au système d'information,
- ✓ gestion courante des questions liées, au système d'information,
- ✓ engagement et liquidation des dépenses relatives à la maintenance des équipements informatiques à hauteur de **10 000 Euros**.

Article 19:

La présente décision prend effet à compter du 8 janvier 2018. Elle pourra être modifiée à tout moment.

Toutes les décisions de délégations précédentes sont abrogées.

La présente décision sera notifiée aux intéressés, communiquée au Conseil de Surveillance du Centre hospitalier de PLAISIR dès sa constitution effective et fera l'objet d'un affichage approprié au sein de l'établissement.

La présente décision sera transmise au Comptable du Centre hospitalier de PLAISIR dès sa signature et fera l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Yvelines et une transmission au greffe du Tribunal de Grande Instance de VERSAILLES.


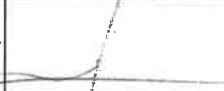





Fait à Plaisir, le 8 janvier 2018







Le Directeur,






Jacques BERARD

Émargement des personnes bénéficiaires de la délégation de signature

NOM	Fonction	Date	Signature
Directeurs Adjoints			
CARLIER Patricia	Directrice Adjointe chargée des affaires générales et des projets, qualité, gestion des risques, CDU	08/01/18	
Eric CLAIR	Directeur Adjoint, chargé des achats, de la logistique et de la coordination du GCS Plaisir	08/01/18	
CROISY Marc	Directeur Adjoint chargé des ressources humaines et des affaires médicales	8/01/2018	
JEGOU Valérie	Directrice des soins, coordinatrice générale des soins	8/1/2018	
LARIVIERE Philippe	Ingénieur hospitalier chargé des travaux, de la sécurité et de la maintenance	8/01/2018	
RAUDIN Véronique	Directrice Adjointe chargée des Finances, de l'Activité et des Admissions	08/01/2018	
SABAH Philippe	Directeur adjoint chargé de la stratégie patrimoniale et du système d'information	12/01/2018	

Attachés d'administration, Adjoint des cadres et Ingénieurs			
ABIVEN Annie	Cadre supérieur de santé, responsable du service de la formation continue	10/01/2018	
BONVOISIN Olivier	Responsable du système d'information	10/01/2018	
BRUYELLE Pascal	Attaché d'Administration Hospitalière A la Direction des Achats et Logistiques	3/1/2018	
DESHAYES Mélanie	Attachée d'Administration Hospitalière à la Direction des Financiers, de l'Activité et des Admissions	11/4/2018	
EZIHOU-DEGNINOU Nadège	Attachée d'Administration Hospitalière à la Direction des Financiers, de l'Activité et des Admissions	09/1/2018	
JOLY Françoise	Adjoint des cadres aux Admissions	10/1/18	

METAYER Bettina	Responsable du système d'information	10/01/18	
TANE Karin	Attachée d'Administration Hospitalière à la Direction des Affaires Générales et des projets	09/01/18	
ZERBIB Rachel	Attachée d'Administration Hospitalière à la Direction des ressources humaines et des affaires médicales	10.01.18	



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018002-0001

signé par

Claude BEGUIN-DAVID, Responsable du service des impôts des entreprises de Poissy

Le 2 janvier 2018

Direction départementale des finances publiques

**Délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal du responsable du service
des impôts des entreprises de Poissy**

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DES
YVELINES**

16, AVENUE DE SAINT CLOUD
78018 VERSAILLES CEDEX

TELEPHONE: 01 30 84 62 90

MEL : ddftp.78@dgfip.finances.gouv.fr

Le comptable, responsable du service des impôts des entreprises de POISSY.

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Arrête :

Article 1^{er}

Délégation de signature est donnée à Mme Catherine TORTEAU et à Mme Fabienne BENCARDINO-SALYN, inspectrices, adjointes au responsable du service des impôts des entreprises de POISSY, à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 60 000 € ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 60 000 € ;

3°) les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale, sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;

4°) les décisions sur les demandes de remboursement de crédit de TVA, de crédits d'impôt recherche et de crédits d'impôts compétitivité et emploi, dans la limite de 100 000 € par demande ;

5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;

6°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

7°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,

a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 6 mois et porter sur une somme supérieure à 60 000 € ;

b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;

c) tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 2

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

3°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

4°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

5°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

aux agents désignés ci-après :

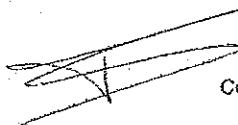
Nom et prénom des agents	grade	Limite des décisions contentieuses	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
Jacqueline BARVAUX Sandrine BRICOT Daniel CLEMENT Esther DANIEL Valérie DAVID Séverine EBERHARDT Céline GENTON Laurence GROLLEAU Jean-Claude MAS Agnès MORANCE Christine ORGBIN	contrôleurs	10 000 €	10 000 €	12 mois	10 000 €
Flora ABADJINAN Jacqueline CASSEL Monique CHARLES Gaëlle HOUSSEIN Xavier MIGOT Diane MOTTAN Hasna SOULI Julien TATINCLAUX	Agents	2 000 €	2 000 €	12 mois	2 000

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratif du département des Yvelines.

A Poissy, le 02 janvier 2018

Le comptable, responsable du service des impôts
des entreprises,
Claude BEGUIN-DAVID



Claude BEGUIN-DAVID
Inspectrice divisionnaire
Comptable des Finances Publiques



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018008-0001

signé par

Denis DAHAN, Administrateur général des Finances publiques

Le 8 janvier 2018

Direction départementale des finances publiques

Liste des responsables de service disposant de la délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal prévue par le III de l'article 408 de l'annexe II au code général des impôts au 14 octobre 2013

Direction départementale des finances publiques des Yvelines

Liste des responsables de service disposant de la délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal prévue par le III de l'article 408 de l'annexe II au code général des impôts au 14 octobre 2013

Nom Prénom	Responsable des services
	<u>PÔLES DE CONTRÔLE EXPERTISE :</u>
ELIAT Véronique	LES MUREAUX / MANTES
SOUCHU Martine	PLAISIR / RAMBOUILLET
BOUYSSOU Marie-Françoise	POISSY / HOUILLES
JOUFFREY Pierre	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
RODRIGUEZ Richard	SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES
KERBRAT Marion	VERSAILLES
	<u>PÔLE DE RECOUVREMENT SPÉCIALISÉ :</u>
PERODEAU Joëlle	VERSAILLES
	<u>BRIGADES DE VÉRIFICATION :</u>
TAPIAU Bernard	1ÈRE BRIGADE (St-Quentin-en-Yvelines)
BOURGUIGNON Thierry	10ÈME BRIGADE (St-Quentin-en-Yvelines)
SCHMITT Christophe	3ÈME BRIGADE (Versailles)
PEUCHAUD Agnès	4ÈME BRIGADE (Saint-Germain-en-Laye)
AUMEGEAS Philippe	5ÈME BRIGADE (Poissy)
NIRDE Eliane	6ÈME BRIGADE (Les Mureaux)
CAHOREAU Guillaume	7ÈME BRIGADE (Plaisir)
	<u>PÔLE DE RÉGULARISATION DÉCONCENTRÉ :</u>
TRUTTMANN Marie-Laure	PRD (Saint-Germain en-Laye)

FRADIN-JEAN Evelyne	<p><u>BRIGADE DE CONTROLE ET DE RECHERCHE :</u></p> <p>BCR (Versailles)</p>
<p>PRISER Anne-Gaëlle</p> <p>GUENVER Eric</p> <p>BELAID Lynda</p> <p>SABATIER Fanny</p>	<p><u>POLES DE CONTROLE DES REVENUS ET DES PATRIMOINES (PCRP) :</u></p> <p>1ER PCRP (Saint-Germain-en-Laye)</p> <p>2ÈME PCRP (Saint-Germain-en-Laye)</p> <p>3ÈME PCRP (Saint-Germain-en-Laye)</p> <p>PCRP VERSAILLES</p>
<p>THALY Line</p> <p>DUHAMEL Jean-Marie</p> <p>JAMPY Marie-Andrée</p> <p>LORIER Brigitte</p> <p>MATTEI Alain</p> <p>HANNEBICQUE Bernard</p> <p>GIRARD-FOURNET Catherine</p> <p>NOWAK Catherine</p> <p>ABBAL Franck</p> <p>CACALY Philippe</p> <p>GASCOIN Roger</p>	<p><u>CENTRES DES FINANCES PUBLIQUES :</u></p> <p>BONNIERES-SUR-SEINE</p> <p>CHEVREUSE</p> <p>CONFLANS-SAINTE-HONORINE</p> <p>EPONE</p> <p>LIMAY</p> <p>LONGNES</p> <p>MAULE</p> <p>MONTFORT-L'AMAURY</p> <p>SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES</p> <p>TRAPPES</p> <p>TRIEL-SUR-SEINE</p>
ROUBERTOU Sabine	<p><u>CDIF</u></p> <p>VERSAILLES</p>
<p>CLAIR Catherine</p> <p>MERCHADIER Jean-Luc</p> <p>LABASTE Christian</p>	<p><u>SERVICES DES IMPÔTS DES PARTICULIERS :</u></p> <p>HOUILLES</p> <p>MANTES EST</p> <p>MANTES OUEST</p>

MARTIN Gwénaëlle
LABRUNIE Catherine
HUCHET Nathalie
THOMAS Françoise
CUISSET Olivier
BARBE Catherine
HEYMANN François
METZGER Eliane
LANCE Marc
VAQUIER DE LA BAUME Bruno
JEANNE Elisabeth

LES MUREAUX
PLAISIR
POISSY
RAMBOUILLET
SAINT-GERMAIN NORD
SAINT-GERMAIN EST
SAINT-GERMAIN SUD
SAINT-QUENTIN EST
SAINT-QUENTIN OUEST
VERSAILLES NORD
VERSAILLES SUD

SERVICES DES IMPÔTS DES ENTREPRISES :

BRU Claudine
HEROU Patrick
BEGUIN-DAVID Claude
ROSSIGNOL Georges
GENTY Nicole
ROUGELOT Isabelle
D'AVERSA Aldo
DUCHE Annick
LEVAL José
CUSSONNIER Jean-Claude
BARTHE Bernard
SIGOGNEAU Martine

HOUILLES
LES MUREAUX
POISSY
MANTES
PLAISIR
RAMBOUILLET
SAINT-GERMAIN EXTERIEUR
SAINT-GERMAIN NORD
SAINT-QUENTIN EST
SAINT-QUENTIN OUEST
VERSAILLES NORD
VERSAILLES SUD

SERVICES DE PUBLICITÉ FONCIÈRE :

ANDREAN-BERTHES Patricia
LEGAT Serge
RICHARD Bruno

MANTES LA JOLIE
RAMBOUILLET
VERSAILLES 1

MORVAN Alain

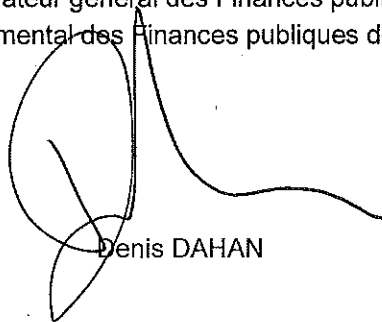
VERSAILLES 2

GONZALEZ Michel

VERSAILLES 3 par intérim à partir du 02/01/2018

A Versailles, le 08 janvier 2018

L'Administrateur général des Finances publiques,
Directeur départemental des Finances publiques des Yvelines

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Denis DAHAN



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018010-0003

signé par
Michel DELPUECH, Préfet de Police

Le 10 janvier 2018

Préfecture de police de Paris
cab

**modifiant l'arrêté n°2016-01025 du 02 août 2016 modifié relatif aux missions et à l'organisation
de la direction des ressources humaines**

arrêté n° 2018-00023
modifiant l'arrêté n° 2016 – 01025 du 2 août 2016 modifié
relatif aux missions et à l'organisation de la direction des ressources humaines

Le préfet de police,

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-01025 du 2 août 2016 relatif aux missions et à l'organisation de la direction des ressources humaines, modifié par arrêtés n°2016-01393 du 21 décembre 2016 et n°2017-00582 du 18 mai 2017 ;

Vu l'avis du comité technique des directions et services administratifs de la préfecture de police au sein duquel s'exerce la participation des agents de l'État en date du 5 décembre 2017 ;

Vu l'avis du comité technique de la préfecture de police (administrations parisiennes) en date du 14 décembre 2017;

Sur proposition du préfet, directeur du cabinet et du préfet, secrétaire général pour l'administration,

arrête :

Article 1^{er}

L'article 8 du titre II de l'arrêté du 2 août 2016 modifié susvisé est ainsi rédigé:

« Article 8

La sous-direction des personnels :

- concourt au pilotage des effectifs et des emplois de la préfecture de police ;
- assure ou concourt à la gestion administrative et financière des agents appartenant à la fonction publique de l'État affectés dans les directions et services de la préfecture de police et dans les autres services relevant du S.G.A.M.I. de la zone de défense et de sécurité de Paris ainsi que celle des agents relevant du statut des administrations parisiennes placés sous l'autorité du préfet de police ;
- assure pour l'ensemble de ces personnels, le pilotage et la coordination du dialogue social, l'organisation du fonctionnement des instances paritaires et leur suivi ;

Elle comprend :

1° Un adjoint au sous-directeur qui assiste ce dernier.

Une directrice de projet « démarche qualité » qui est chargée de la réorganisation des procédures de gestion des ressources humaines.

2° Le service de gestion des personnels administratifs, techniques, scientifiques et spécialisés qui assure :

- selon le niveau de déconcentration de la gestion des corps, la gestion des corps administratifs, techniques, médico-sociaux, scientifiques, spécialisés et des agents contractuels relevant du budget de l'État ;
- la gestion administrative et financière des agents contractuels relevant du budget spécial ;
- la gestion statutaire et financière des agents relevant des administrations parisiennes.

Le service de gestion des personnels administratifs, techniques, scientifiques et spécialisés comprend :

- le bureau du dialogue social et des affaires statutaires et indemnitaires qui prépare les évolutions statutaires, assure le suivi du régime indemnitaire pour les personnels des administrations parisiennes, organise les élections professionnelles et assure le secrétariat des instances de concertation ;
- le bureau de la gestion des carrières des personnels administratifs , et des contractuels qui est responsable de l'élaboration des actes de gestion, de l'affectation, des promotions, des détachements et de la fin d'activité ;
- le bureau des personnels administratifs et techniques de la gendarmerie nationale chargé de l'élaboration des actes de gestion des personnels civils de la gendarmerie nationale .
- le bureau de la gestion des carrières des personnels techniques, scientifiques et spécialisés et des agents de surveillance de Paris, qui assure l'élaboration des actes de gestion, l'affectation, les promotions, les détachements et la fin d'activité ainsi que la gestion et le suivi des affaires médico-administratives ;
- le bureau des rémunérations et des pensions, qui est chargé de la rémunération des personnels de la préfecture de police relevant des administrations parisiennes et de l'instruction des dossiers de pensions et de validation de services et des frais de mission et des congés bonifiés.

3° Le service de gestion des personnels de la police nationale :

- assure, selon le niveau de déconcentration de la gestion des corps, la gestion administrative et financière des personnels actifs et des adjoints de sécurité de la police nationale relevant du S.G.A.M.I. de la zone de défense et de sécurité de Paris ;
- concourt, en liaison avec la direction des ressources et des compétences de la police nationale à la gestion des personnels actifs de la police nationale pour lesquels la gestion est centralisée ;
- participe, pour les personnels actifs, aux réflexions sur l'évolution des modalités de gestion et sur l'évolution des métiers et des compétences ;
- est chargé du pilotage et de la synthèse des travaux sur l'organisation du travail et les cycles horaires des personnels qu'il gère.

Le service de gestion des personnels de la police nationale comprend :

- le bureau d'ordre qui est chargé du secrétariat du chef de service et de son adjoint, du soutien logistique , du suivi des commandes de dossiers ;

- le bureau de la gestion des carrières des commissaires et officiers de police qui concourt à la gestion des fonctionnaires du corps de conception et de direction et du corps de commandement;
- le bureau de la gestion des carrières des gradés, gardiens de la paix et adjoints de sécurité qui est chargé de la gestion des fonctionnaires du corps d'encadrement et d'application ainsi que des adjoints de sécurité, et est responsable de l'élaboration des actes de gestion relatifs aux affectations, promotions, mutations dans le ressort du S.G.A.M.I. de la zone de défense et de sécurité de Paris, dans la limite des compétences exercées par la direction des ressources et des compétences de la police nationale, ainsi que de la préparation et du secrétariat des commissions administratives paritaires conjointes ;
- le bureau des rémunérations et des pensions, comprenant le pôle d'expertise et de services, qui assure la paye de l'ensemble des fonctionnaires et des contractuels du périmètre du ministère de l'intérieur affectés dans la zone de défense et de sécurité de Paris à l'exclusion des personnels dont la paye relève du pôle d'expertise et de service central. En outre, il instruit les dossiers relatifs aux congés bonifiés et aux pensions, aux validations de services selon le niveau de déconcentration de la gestion des corps et dans la limite des compétences exercées par le bureau des pensions et allocations d'invalidité (BPAI) du Secrétariat Général du ministère de l'intérieur ;
- le bureau du dialogue social, des affaires disciplinaires et médicales, qui assure les relations sociales avec les organisations syndicales des personnels actifs de la police nationale, organise les élections professionnelles des personnels actifs de la police nationale, est chargé du secrétariat des instances de concertation non paritaires pour les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne et assure la gestion des dossiers disciplinaires et médico-administratifs des fonctionnaires actifs et des adjoints de sécurité de la police nationale affectés dans le ressort du S.G.A.M.I. de la zone de défense et de sécurité de Paris ;
- Un bureau des réserves comprenant le recrutement et le suivi des viviers de la réserve civile statutaire et volontaire sur le ressort du S.G.A.M.I. de la zone de défense et de sécurité de Paris ainsi que sa gestion financière. Il assure aussi la gestion de la réserve citoyenne.
- Une mission de fiabilisation en charge de la mise à jour des données dans le SIRH DIALOGUE ;

4° Le service du pilotage et de la prospective qui :

- coordonne l'ensemble des services de la sous-direction pour la mise en œuvre de la stratégie de gestion des ressources humaines ; il développe, pilote et met en œuvre la politique de recrutement de la Préfecture de Police ;
- communique avec les services internes et externes à la sous-direction des personnels pour évaluer leurs besoins et faire connaître les résultats des politiques menées ; il développe et propose des outils de pilotage et d'aide à la décision.

Le service du pilotage et de la prospective comprend :

- le bureau du recrutement, chargé de l'organisation des concours et des examens professionnels pour le recrutement des agents sous statut des administrations parisiennes et des fonctionnaires de la police nationale dont le recrutement est déconcentré ainsi que

des adjoints de sécurité. Il contribue à l'organisation des concours et des examens professionnels nationaux de la police nationale ;

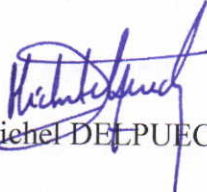
- Le bureau de gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences qui assure le suivi des effectifs et des emplois de la préfecture de police et apporte son concours aux services de gestion en intégrant les contraintes budgétaires dans la mise en œuvre de la stratégie en ressources humaines. Il élabore le plan de charge des personnels relevant du budget spécial et en assure le suivi en relation avec la direction des finances, de la commande publique et de la performance. Il concourt à l'élaboration d'analyses d'impact à l'occasion des projets de réorganisation de services de la préfecture ;
- le bureau d'administration des SIRH qui organise l'exploitation des deux SIRH, en assure le support auprès notamment des bureaux de gestion de la sous-direction des personnels. Il est directeur d'application du SIRH « administrations parisiennes » et en assure la fonction paie ;
- la mission parcours de carrière et projets professionnels qui accompagne les agents vers la mobilité externe ou interne et contribue à la communication relative aux métiers en tension, en amont du recrutement ;
- la mission de numérisation et de gestion des dossiers de carrière, qui a en charge l'archivage et la numérisation des dossiers de carrière des personnels affectés sur le ressort du S.G.A.M.I. de la zone de défense et de sécurité de Paris, à l'exception notamment des personnels de catégorie A ;
- la mission prospective, chargée d'expertiser les pistes d'évolutions organisationnelles et statutaires en lien avec les orientations ministérielles ; elle coordonne la déclinaison au sein de la Préfecture de Police des mesures relatives à l'égalité femmes-hommes et à la promotion de la diversité.
- le pôle soutien transversal qui a en charge les moyens logistiques et la gestion de proximité des effectifs de la sous-direction. L'unité «outils applicatifs» qui lui est attachée assure pour l'ensemble de la préfecture de police l'administration et l'assistance aux utilisateurs des applications OCTIME, ARPEGE et EGEON.

5° Le service d'accueil de la préfecture de police qui est directement rattaché au sous-directeur des personnels.

Article 2

Le préfet, directeur du cabinet et le préfet, secrétaire général pour l'administration, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de police et des préfectures des départements de la zone de défense et de sécurité de Paris, ainsi qu'au bulletin municipal officiel de la ville de Paris.

Fait à Paris, le 10 JAN. 2018


Michel DELPUECH



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018005-0004

signé par
Valérie HALLE, Vétérinaire officiel

Le 5 janvier 2018

Yvelines
DDPP

Arrêté d'habilitation sanitaire du docteur Delphine DULLIN



PREFET DES YVELINES

**LE PREFET DES YVELINES,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Direction départementale de
la protection des populations**

N°

- VU** le code rural et de la pêche maritime, livre II, articles L. 203-1 à L. 203-11 et R. 203-3 à R. 231-1-1 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2015237-0009 du 25 août 2015 portant délégation de signature à Monsieur Gilles RUAUD, directeur départemental de la protection des populations des Yvelines ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2016245-0007 du 1^{er} septembre 2016 relatif à la sub-délégation de signature de Monsieur Gilles RUAUD, directeur départemental de la protection des populations des Yvelines ;
- VU** la demande de l'intéressée, parvenue à la direction départementale de la protection des populations des Yvelines le 05/12/17 ;
- SUR** proposition du directeur départemental de la protection des populations des Yvelines ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} :

L'habilitation sanitaire prévue à l'article L. 203-1 du code rural susvisé est octroyée, pour une période de 5 ans, au docteur vétérinaire Delphine DULLIN, dont le domicile professionnel administratif est 49/51 rue des Chantiers – 78000 VERSAILLES

La titulaire de cette habilitation est dénommée « vétérinaire sanitaire ».

ARTICLE 2 :

A l'issue de cette période de 5 ans, l'habilitation du docteur vétérinaire Delphine DULLIN sera renouvelée par tacite reconduction pour 5 ans, conformément à l'article R.203-5 du code rural, sous réserve qu'elle ait satisfait à ses obligations, notamment en matière de formation continue, tel que prévu à l'article R.203-12 du code rural.

ARTICLE 3 :

Le docteur vétérinaire Delphine DULLIN s'engage à respecter les prescriptions techniques relatives à l'exécution des opérations de prophylaxie collective des maladies des animaux et des opérations de police sanitaire dirigées par l'Etat.

ARTICLE 4 :

L'habilitation devient caduque lorsque sa titulaire cesse d'être inscrite au tableau de l'Ordre des vétérinaires.

ARTICLE 5 :

Tout manquement ou faute commis dans l'exercice de la présente habilitation sanitaire entraînera l'application des mesures de discipline prévues aux articles R.203-15 et R.203-16 du code rural.

ARTICLE 6 : VOIES DE RECOURS ET DELAIS

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification :

- d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet des Yvelines ;
- d'un recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de l'Agriculture
Direction Générale de l'Alimentation
251, rue de Vaugirard 75236 PARIS cedex 15 ;
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de VERSAILLES.

Aucune de ces voies de recours ne suspend l'application de la présente décision.

Les recours gracieux ou hiérarchique doivent être écrits, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée.

En l'absence de réponse à un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception du recours par l'administration, celui-ci doit être considéré comme rejeté (décision implicite de rejet).

En cas de rejet, le tribunal administratif peut être saisi d'un recours contentieux dans le délai de 2 mois à compter de la date de la décision de rejet.

Le recours contentieux s'exerce pour contester la légalité de la présente décision. Il doit également être écrit et exposer l'argumentation juridique à ce non-respect.

ARTICLE 7 :

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de la protection des populations des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs.

Fait à Fontenay-le-Fleury, le 05 JAN. 2018

LE PREFET DES YVELINES

**Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de la protection des
populations,
Pour le directeur départemental de la protection des populations
et par délégation,
La chef de service**

Valérie HALLÉ



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018011-0001

signé par
Valérie HALLE, Vétérinaire officiel

Le 11 janvier 2018

Yvelines
DDPP

Arrêté d'habilitation sanitaire du docteur Mathilde LAIGLE



PREFET DES YVELINES

**LE PREFET DES YVELINES,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Direction départementale de
la protection des populations**

N°

- VU** le code rural et de la pêche maritime, livre II, articles L. 203-1 à L. 203-11 et R. 203-3 à R. 231-1-1 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2015237-0009 du 25 août 2015 portant délégation de signature à Monsieur Gilles RUAUD, directeur départemental de la protection des populations des Yvelines ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2016245-0007 du 1^{er} septembre 2016 relatif à la sub-délégation de signature de Monsieur Gilles RUAUD, directeur départemental de la protection des populations des Yvelines ;
- VU** la demande de l'intéressée, parvenue à la direction départementale de la protection des populations des Yvelines le 9 janvier 2018 ;
- SUR** proposition du directeur départemental de la protection des populations des Yvelines ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

L'habilitation sanitaire prévue à l'article L. 203-1 du code rural susvisé est octroyée, pour une période de 5 ans, au docteur vétérinaire Mathilde LAIGLE, dont le domicile professionnel administratif est Centre Commercial du Mail – avenue du Général de Gaulle à VELIZY (78140).

La titulaire de cette habilitation est dénommée « vétérinaire sanitaire ».

ARTICLE 2 :

A l'issue de cette période de 5 ans, l'habilitation du docteur vétérinaire Mathilde LAIGLE sera renouvelée par tacite reconduction pour 5 ans, conformément à l'article R.203-5 du code rural, sous réserve qu'elle ait satisfait à ses obligations, notamment en matière de formation continue, tel que prévu à l'article R.203-12 du code rural.

ARTICLE 3 :

Le docteur vétérinaire Mathilde LAIGLE s'engage à respecter les prescriptions techniques relatives à l'exécution des opérations de prophylaxie collective des maladies des animaux et des opérations de police sanitaire dirigées par l'Etat.

ARTICLE 4 :

L'habilitation devient caduque lorsque sa titulaire cesse d'être inscrite au tableau de l'Ordre des vétérinaires.

ARTICLE 5 :

Tout manquement ou faute commis dans l'exercice de la présente habilitation sanitaire entraînera l'application des mesures de discipline prévues aux articles R.203-15 et R.203-16 du code rural.

ARTICLE 6 : VOIES DE RECOURS ET DELAIS

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification :

- d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet des Yvelines ;
- d'un recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de l'Agriculture
Direction Générale de l'Alimentation
251, rue de Vaugirard 75236 PARIS cedex 15 ;
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de VERSAILLES.

Aucune de ces voies de recours ne suspend l'application de la présente décision.

Les recours gracieux ou hiérarchique doivent être écrits, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée.

En l'absence de réponse à un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception du recours par l'administration, celui-ci doit être considéré comme rejeté (décision implicite de rejet).

En cas de rejet, le tribunal administratif peut être saisi d'un recours contentieux dans le délai de 2 mois à compter de la date de la décision de rejet.

Le recours contentieux s'exerce pour contester la légalité de la présente décision. Il doit également être écrit et exposer l'argumentation juridique à ce non-respect.

ARTICLE 7 :

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de la protection des populations des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs.

Fait à Fontenay-le-Fleury, le 11 JAN. 2018

LE PREFET DES YVELINES

**Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de la protection des
populations,
Pour le directeur départemental de la protection des populations
et par délégation,
La chef de service**

Valérie HALLÉ



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2017361-0018

signé par
Noura KIHAL-FLEGEAU, Sous-préfète

Le 27 décembre 2017

Yvelines
Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France

**arrêté préfectoral rendant redevable d'une astreinte administrative – société PARIS BEDDIND
LIMAY à Limay**

**Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie en Île-de-France
Unité départementale des Yvelines**

**Arrêté préfectoral n° 2017-44526
rendant redevable d'une astreinte administrative
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société PARIS BEDDING LIMAY à Limay**

**Le Préfet des Yvelines
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement,

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2012237-0003 en date du 24 août 2012 autorisant la société ONIVAL à poursuivre l'exploitation d'un entrepôt logistique de matelas et sommiers et à exploiter un magasin de matières premières et un atelier de couture, à Limay, avenue du Val ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2014 mettant en demeure la société ONIVAL, pour son établissement situé sur la commune de Limay, de respecter les dispositions de :

- l'article IV.1.2 de l'arrêté préfectoral du 24 août 2012 (protection des réseaux d'eau potable) en :
 - transmettant un planning des travaux de mise en place d'un dispositif de disconnection, dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté ;
 - réalisant ces travaux dans le délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels (travaux de mise en conformité foudre) en transmettant sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté un bon de commande et le calendrier d'intervention du prestataire pour la mise en conformité, et sous six mois à compter de la notification de la présente décision le procès-verbal de travaux.

Vu l'arrêté préfectoral du 25 avril 2017 rendant l'exploitant redevable d'une astreinte journalière et mettant en demeure l'exploitant pour son établissement situé sur la commune de Limay de respecter, sous un délai de six mois, les dispositions de :

- de l'article III.2.14 de l'arrêté du 24 août 2012 en procédant à la mise en place d'un dispositif d'isolement, afin d'assurer la rétention des eaux de la cellule 2 et des quais sud (N°12 à 25) en cas d'incendie.
- de l'article III.4.6. Vérification périodique et maintenance des équipements en :

- procédant à la réalisation des vérifications périodiques des RIA, Sprinkler et détection incendie, des installations électriques, des équipements de protection contre la foudre et de désenfumage;
 - réalisant la maintenance qui s'impose suite aux vérifications réalisées. L'exploitant fournira un échéancier de réalisation des travaux de maintenance pour la mise en conformité des installations ;
 - réalisant un suivi formalisé du suivi des anomalies relevées en interne et par les prestataires des vérifications périodiques.
- de l'article III.2.12 de l'arrêté préfectoral du 24 août 2012 en procédant sous six mois à la réalisation d'un exercice POI. L'inspection sera avertie de la date de l'exercice.

Vu le récépissé de changement d'exploitant en date du 4 mai 2017, la société PARIS BEDDING LIMAY reprenant l'exploitation des installations situées à Limay, avenue du Val ;

Vu les éléments fournis par l'exploitant par courriers des 17 mai et 13 juillet 2017 et par courriel du 7 juin 2017, en réponse à l'arrêté d'astreinte et de mise en demeure;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 30 novembre 2017 conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté lors de sa visite du 2 mars 2017 que les constats établis depuis 2014 sur les rétentions des aires et locaux de travail et isolement du réseau de collecte, n'ont pas fait l'objet d'une mise en conformité et qu'en cas d'incendie dans la cellule Sud, le site n'est pas en mesure de retenir les eaux d'extinction incendie pour analyse avant rejet ou pompage par une société extérieure en cas de pollution ;

Considérant que l'inspection avait noté lors de sa précédente visite de contrôle un mode de fonctionnement dégradé en ce qui concerne la vérification, la maintenance et le suivi des dispositifs de sécurité et de lutte contre l'incendie notamment via l'absence de contrôles périodiques externes annuels, ainsi que l'absence de suivi des anomalies relevées par les pompiers ainsi que sur les derniers rapports ;

Considérant que l'exploitant avait indiqué lors de l'inspection qu'aucun exercice POI n'avait été réalisé depuis 2014 ;

Considérant que les éléments fournis par l'exploitant, par courriers des 17 mai et 13 juillet 2017 et par courriel du 7 juin 2017, ne permettent pas de conclure quant à l'exploitation de l'installation conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation et ce, notamment dans le respect des dispositions faisant l'objet de l'arrêté de mise en demeure du 25 avril 2017 ;

Considérant, en effet, que si l'exploitant a indiqué dans ses courriers qu'il allait engager des actions, il n'a pas fourni d'éléments concrets quant à la planification de travaux, à la réalisation de contrôles périodiques, et à l'effective réalisation de l'exercice POI ;

Considérant que ce mode dégradé ne permet pas de garantir la sécurité effective du site ;

Considérant que cette situation perdure depuis un certain temps;

Considérant les délais déjà laissés à l'exploitant pour se mettre en conformité et l'absence de mise en conformité;

Considérant que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en rendant la société Paris Bedding Limay redevable d'une astreinte journalière afin de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 24 août 2012 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1er : Conformément aux dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement, la société PARIS BEDDING LIMAY, dont le siège social est situé à Torcy, 3 allée Emile Reynaud, est rendue redevable, à compter de la notification du présent arrêté, pour son établissement situé à Limay 4 avenue du Val, d'une astreinte journalière d'un montant de 100 euros réparti comme suit :

- 70 € (soixante dix euros) par jour jusqu'au respect des dispositions de l'article III.2.14 de l'arrêté du 24 août 2012 en procédant à la mise en place d'un dispositif d'isolement, afin d'assurer la rétention des eaux de la cellule 2 et des quais sud (N°12 à 25) en cas d'incendie ;
- 20 € (vingt euros) par jour jusqu'au respect des dispositions de l'article III.4.6. Vérification périodique et maintenance des équipements en fournissant :
 - les rapports de contrôles des vérifications périodiques des RIA, Sprinkler et détection incendie, des installations électriques, des équipements de protection contre la foudre et désenfumage ;
 - un échéancier de réalisation des travaux de maintenance pour la mise en conformité éventuelle des installations suite aux conclusions de ces contrôles ;
 - le suivi formalisé des anomalies relevées en interne et par les prestataires des vérifications périodiques ;
- 10 € (dix euros) par jour jusqu'au respect des dispositions de l'article III.2.12 de l'arrêté préfectoral du 24 août 2012 en justifiant de la réalisation de l'exercice POI.

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par son destinataire, dans le délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à la société PARIS BEDDING LIMAY et publié au recueil des actes administratifs du département des Yvelines.


Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la Préfecture,
- sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
- maire de la commune de Limay,
- directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 27 DEC. 2017

 Le Préfet


Pour le Préfet et par délégation
La Sous-Préfète

Chargée de mission du Préfet des Yvelines
Secrétaire Générale Adjointe



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2017361-0019

signé par
Noura KIHAL-FLEGEAU, Sous-préfète

Le 27 décembre 2017

Yvelines
Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France

**arrêté préfectoral de liquidation de l'astreinte ordonnée par l'arrêté préfectoral n°2017-41905
du 25 avril 2017**

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement et de l'énergie d'île de France**
Unité départementale des Yvelines

**Arrêté préfectoral de liquidation d'astreinte n°2017-44527
ordonnée par l'arrêté préfectoral n°2017-41905 du 25 avril 2017**

Société PARIS BEDDING LIMAY à Limay

**Le Préfet des Yvelines
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2012237-0003 en date du 24 août 2012 autorisant la société ONIVAL à poursuivre l'exploitation d'un entrepôt logistique de matelas et sommiers et à exploiter un magasin de matières premières et un atelier de couture, à Limay, avenue du Val ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2014 mettant en demeure la société ONIVAL, pour son établissement situé sur la commune de Limay, de respecter les dispositions de :

- l'article IV.1.2 de l'arrêté préfectoral du 24 août 2012 (protection des réseaux d'eau potable) en :
 - transmettant un planning des travaux de mise en place d'un dispositif de disconnection, dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté ;
 - réalisant ces travaux dans le délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels (travaux de mise en conformité foudre) en transmettant sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté un bon de commande et le calendrier d'intervention du prestataire pour la mise en conformité, et sous six mois à compter de la notification de la présente décision le procès-verbal de travaux.

Vu l'arrêté préfectoral du 25 avril 2017 portant mise en demeure de l'exploitant et rendant redevable d'une astreinte journalière d'un montant de 1 € pendant six mois, puis 100 € jusqu'au respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 septembre 2014 en particulier la réalisation des travaux de protection contre la foudre ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant en date du 4 mai 2017, la société PARIS BEDDING LIMAY reprenant l'exploitation des installations situées à Limay, avenue du Val ;

Vu le courrier de la société PARIS BEDDING LIMAY en date du 13 juillet 2017 sur la réalisation des travaux de mise en conformité de l'installation pour la protection contre les effets de la foudre et le rapport en pièce jointe du 20 juin 2017 de la société MESSIEN ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à la société PARIS BEDDING LIMAY par courrier en date du 30 novembre 2017 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que l'exploitant a répondu aux prescriptions du point 2 de l'article 1^{er} de l'arrêté de mise en demeure du 17 septembre 2014 en réalisant les travaux de protection contre la foudre ;

Considérant que l'astreinte de 1 €/jour peut être levée à la date de réception des travaux, soit le 3 juin 2017 ;

Considérant que la liquidation de l'astreinte porte sur la base d'une durée de 32 jours, du 2 mai 2017 au 2 juin 2017 inclus, soit un montant de 32 euros ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête :

Article 1^{er}: Il est procédé à la liquidation totale de l'astreinte journalière prévue par l'article L.171.8, points II-4°, du code de l'environnement, engagée à l'encontre de la société ONIVAL à laquelle la société PARIS BEDDING LIMAY a succédé, pour son établissement situé avenue du Val sur la commune de Limay, pour la période du 2 mai 2017 au 2 juin 2017 inclus.

A cet effet, il sera établi un titre de perception exécutoire d'un montant de 32 € (trente-deux euros).

Article 2: Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par l'exploitant dans le délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté ;

Article 3: Le présent arrêté sera notifié à la société PARIS BEDDING LIMAY et sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la préfecture ;
- sous-préfet de Mantes-la-Jolie ;
- directeur départemental des finances publiques
- maire de Limay ;
- directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France ;

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 27 DEC. 2017

 Le Préfet,


Pour le Préfet et par délégation
La Sous-Préfète

Chargée de mission auprès du Préfet des Yvelines
Secrétaire Générale Adjointe

Mme Noura Kihal-Flégeau



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018008-0002

**signé par
Julien CHARLES, secrétaire général**

Le 8 janvier 2018

**Yvelines
Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France**

arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter – société ERMELEC à Porcheville

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France
Unité départementale des Yvelines**

**SOCIÉTÉ ERMELEC
11 RUE DE ROUEN À PORCHEVILLE**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'AUTORISATION
D'EXPLOITER N° 2017-44553
DU 8 JANVIER 2017**

Table des matières

Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°XX du XX.....	4
1 - Portée de l'autorisation et conditions générales.....	6
1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	6
1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation.....	6
1.1.2 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises a enregistrement... 6	6
1.2 Nature des installations.....	6
1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau.....	6
1.2.2 Situation de l'établissement.....	7
1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	7
1.3.1 Conformité.....	7
1.4 Garanties financières.....	7
1.4.1 Objet des garanties financières.....	7
1.4.2 Etablissement des garanties financières.....	7
1.4.3 Actualisation des garanties financières.....	7
1.4.4 Modification du montant des garanties financières.....	7
1.4.5 Absence de garanties financières.....	8
1.4.6 Appel des garanties financières.....	8
1.4.7 Levée de l'obligation de garanties financières.....	8
1.5 Modifications et cessation d'activité.....	8
1.5.1 Modification du champ de l'autorisation.....	8
1.5.2 Equipements abandonnés.....	9
1.5.3 Transfert sur un autre emplacement.....	9
1.5.4 Changement d'exploitant.....	9
1.5.5 Cessation d'activité.....	9
1.6 Réglementation.....	10
1.6.1 Réglementation applicable.....	10
1.6.2 Respect des autres législations et réglementations.....	10
2 – Gestion de l'établissement.....	11
2.1 Exploitation des installations.....	11
2.1.1 Objectifs généraux.....	11
2.1.2 Consignes d'exploitation.....	11
2.2 Réserves de produits ou matières consommables.....	11
2.3 Intégration dans le paysage.....	11
2.3.1 Propreté.....	11
2.3.2 Esthétique.....	11
2.4 Danger ou nuisance non prévenu.....	11
2.5 Incidents ou accidents.....	11
2.6 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection.....	12
2.6.1 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection.....	12
2.7 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection.....	12
2.7.1 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection.....	12
3 - Prévention de la pollution atmosphérique.....	13
3.1 Conception des installations.....	13
3.1.1 Dispositions générales.....	13
3.1.2 Pollutions accidentelles.....	13
3.1.3 Odeurs.....	13

3.1.4 Voies de circulation.....	14
3.2 Conditions de rejet.....	14
3.2.1 Dispositions générales.....	14
3.2.2 Conduits et installations raccordées.....	14
3.2.3 Conditions générales de rejet.....	15
3.2.4 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés.....	15
4 - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....	16
Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu.....	16
4.1 Prélèvements et consommations d'eau.....	16
4.1.1 Origine des approvisionnements en eau.....	16
4.1.2 Consommation spécifique.....	16
4.1.3 Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement.....	17
4.1.3.1 Protection des eaux d'alimentation.....	17
4.2 Collecte des effluents liquides.....	17
4.2.1 Dispositions générales.....	17
4.2.2 Plan des réseaux.....	17
4.2.3 Entretien et surveillance.....	17
4.2.4 Protection des réseaux internes à l'établissement.....	18
4.3 Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu.....	18
4.3.1 Identification des effluents.....	18
4.3.2 Collecte des effluents.....	18
4.3.3 Entretien et conduite des installations de traitement.....	18
4.3.4 Localisation des points de rejet.....	19
4.3.5 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	19
4.3.5.1 Conception.....	19
4.3.5.2 Aménagement.....	19
4.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements.....	19
4.3.6.2.2 Section de mesure.....	19
4.3.6 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets.....	19
4.3.7 Valeurs limites d'émission des eaux domestiques.....	20
4.3.8 Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales.....	20
5 - Déchets produits.....	21
5.1 Principes de gestion.....	21
5.1.1 Limitation de la production de déchets.....	21
5.1.2 Séparation des déchets.....	21
5.1.3 Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement.....	22
5.1.4 Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement.....	22
5.1.5 Transport.....	22
6 - Substances et produits chimiques.....	23
6.1 Dispositions générales.....	23
6.1.1 Identification des produits.....	23
6.1.2 Étiquetage des substances et mélanges dangereux.....	23
6.2 Substance et produits dangereux pour l'homme et l'environnement.....	23
6.2.1 Substances interdites ou restreintes.....	23
6.2.2 Substances extrêmement préoccupantes.....	23
6.2.3 Substances soumises à autorisation.....	23
7 Prévention des nuisances sonores, des vibrations et DES EMISSIONS LUMINEUSES.....	25
7.1 Dispositions générales.....	25
7.1.1 Aménagements.....	25
7.1.2 Véhicules et engins.....	25
7.1.3 Appareils de communication.....	25
7.2 Niveaux acoustiques.....	25

7.2.1 Valeurs Limites d'émergence.....	25
7.2.2 Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation.....	26
7.3 Emissions lumineuses.....	26
7.3.1 Émissions lumineuses.....	26
8 - Prévention des risques technologiques.....	27
8.1 Généralités.....	27
8.1.1 Localisation des risques.....	27
8.1.2 Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux.....	27
8.1.3 Propreté de l'installation.....	27
8.1.4 Contrôle des accès.....	27
8.1.5 Étude de dangers.....	27
8.2 Dispositions constructives.....	28
8.2.1 Comportement au feu.....	28
8.2.2 Intervention des services de secours.....	29
8.2.2.1 Accessibilité.....	29
8.2.2.2 Accessibilité des engins à proximité de l'installation.....	29
8.2.2.3 Mise en station des échelles.....	30
8.2.2.4 Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins.....	30
8.2.3 Désenfumage.....	30
8.2.4 Moyens de lutte contre l'incendie.....	30
8.3 Dispositif de prévention des accidents.....	31
8.3.1 Installations électriques.....	31
8.3.2 Ventilation des locaux.....	31
8.3.3 Systèmes de détection et extinction automatiques.....	32
8.4 Dispositif de rétention des pollutions accidentelles.....	32
8.4.1 Rétentions et confinement.....	32
8.5 Dispositions d'exploitation.....	33
8.5.1 Surveillance de l'installation.....	33
8.5.2 Travaux.....	33
8.5.3 Vérification périodique et maintenance des équipements.....	33
8.5.4 Consignes d'exploitation.....	33
9 - Surveillance des émissions et de leurs effets.....	35
9.1 Programme d'auto surveillance.....	35
9.1.1 Principe et objectifs du programme d'auto surveillance.....	35
9.1.2 Mesures comparatives.....	35
9.2 Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance.....	35
9.2.1 Autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses.....	35
9.2.2 Relevé des prélèvements d'eau.....	36
9.2.3 Auto surveillance des niveaux sonores.....	36
9.2.3.1 Mesures périodiques des niveaux sonores.....	36
9.3 Suivi, interprétation et diffusion des résultats.....	36
9.3.1 Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance.....	36
9.3.2 Bilan de l'auto surveillance des déchets.....	36
9.3.3 Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores.....	36
10 Délais et voies de recours-Publicité-Exécution.....	37
10.1.1 Délais et voies de recours.....	37
10.1.2 Publicité.....	37
10.1.3 Exécution.....	37

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement et de l'énergie d'Île de France
Unité départementale des Yvelines

Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°2017-44553
relatif à l'exploitation d'une installation de traitement de surface située 11, rue de Rouen à Porcheville
par la société ERMELEC

Le Préfet des Yvelines,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées

Vu la demande du 18 septembre 2016 complétée le 3 avril 2017, présentée par Monsieur Bruno MAILLET, en qualité de président du directoire de la société ERMELEC dont le siège social est situé à Porcheville - 11 rue de Rouen, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une ligne de tréfilage et zingage électrolytique en continu située à la même adresse. A cet effet, le pétitionnaire a présenté une demande d'autorisation, comprenant une étude d'impact, au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, pour les activités suivantes :

Activité soumise à autorisation :

2565-2-a : Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage-dégraissage visé par la rubrique 2563 - 2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ni de cyanures, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement étant : a) Supérieur à 1500 l (volume : 9700 litres) ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

Vu la décision en date du 18 mai 2017 du président du tribunal administratif de Versailles, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 22 mai 2017 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 31 jours du 19 juin 2017 au 19 juillet 2017 inclus sur le territoire des communes de Porcheville, Limay, Guitrancourt et Issou ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public réalisé dans ces communes ;

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 29 mai 2017 ;

Vu les publications en date des 30 et 31 mai 2017 et 20 et 21 juin 2017 de cet avis dans deux journaux locaux ;

Vu l'avis émis par le conseil municipal de la commune d'Issou ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur reçu le 18 septembre 2017 ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu le rapport et les propositions en date du 6 novembre 2017 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis en date du 12 décembre 2017 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu;

Vu le projet d'arrêté transmis au demandeur par courrier du 18 décembre 2017 ;

Vu le courrier électronique du demandeur en date du 26 décembre 2017 mentionnant l'absence de remarque sur le projet d'arrêté ;

Considérant que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE :

1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société ERMELEC dont le siège social est situé à Porcheville (78) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Porcheville, au 11 rue de Rouen, les installations détaillées dans les articles suivants.

1.1.2 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L.181-1 du code de l'environnement.

1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

Rubrique	Régime(*)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2565.2a	A	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage-dégraissage visé par la rubrique 2563	Bains de traitement de surface	Volume	1500 litres	<u>V = 9 700 litres</u>
2561	DC	Production industrielle par trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages.	Poste de recuit du fil			
2560.B2	DC	Travail mécanique des métaux et alliages B : Autres installations que celles visées au A	Travail mécanique du fil (brossage, tréfilage) et de la tôle	Puissance totale installée	<u>P totale</u> Sup à 150 kW et inf à 1500 kW	Hall 2 : 100 kW Hall 3 : 144 kW <u>Pt = 244 kW</u>
4441.2	D	Liquides comburants catégories 1, 2 ou 3.	Matières premières, bains et déchets	Quantité totale susceptible d'être présente	<u>Q totale</u> supérieure à 2 t et inférieure à 50t	<u>Q totale = 2,3 t</u> (essentiellement de l'acide nitrique)

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)** ou NC (Non Classé)

(**) En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement

1.2.2 Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles
Porcheville zone Ulb	000 AK7 et AK124

1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

1.3.1 Conformité

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

1.4 GARANTIES FINANCIÈRES

1.4.1 Objet des garanties financières

Conformément au paragraphe IV de l'article R.516-2 du code de l'environnement, le montant des garanties financières est établi compte tenu des opérations suivantes :

Le montant des garanties financières est établi conformément à l'arrêté ministériel du 31/5/2012

- La mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées aux articles R.512-39-1 et R. 512-46-25.
- Les mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines, dans le cas d'une garantie additionnelle à constituer en application des dispositions de l'article R.516-2 VI.

1.4.2 Etablissement des garanties financières

La détermination des garanties financières a été effectuée conformément à l'arrêté du 31 mai 2012 relatifs aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines.

Ce montant estimé s'élève à 69 574 k€. Ce montant étant inférieur au montant libératoire fixé le décret du 7 octobre 2015, la société n'est donc pas tenue de constituer ces garanties financières.

1.4.3 Actualisation des garanties financières

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 516-5-1 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet tous les 5 ans en appliquant la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 au montant de référence pour la période considérée. L'exploitant transmet avec sa proposition la valeur datée du dernier indice public TP01 et la valeur du taux de TVA en vigueur à la date de la transmission.

1.4.4 Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

1.4.5 Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

1.4.6 Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières,
- ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.
- pour la mise en sécurité de l'installations en application des dispositions mentionnées à l'article R.512-39-1 (ou R.512-46-25 pour l'enregistrement) du code de l'environnement.
- pour la remise en état du site suite à une pollution qui n'aurait pu être traitée avant la cessation d'activité.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non exécution des obligations ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

1.4.7 Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512 39-1 à R. 512-39-3 et R. 512-46-25 à R. 512-46-27 par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

1.5.1 Modification du champ de l'autorisation

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

Mise à jour des études d'impact et de dangers :

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

1.5.2 Equipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

1.5.3 Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

1.5.4 Changement d'exploitant

En application des articles L.181-15 et R.181-47 du code de l'environnement, lorsque le bénéfice de l'autorisation est transféré à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent ce transfert.

Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.

1.5.5 Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : activités industrielles.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article ou conformément à l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement.

1.6 RÉGLEMENTATION

1.6.1 Réglementation applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive):

Dates	Textes
31/05/12	Arrêté du 31/05/12 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement
15/12/09	Arrêté du 15/12/09 modifié fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R. 512-33 « R. 512-46-23 » et R. 512-54 du code de l'environnement
29/07/05	Arrêté du 29/07/05 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005
23/01/97	Arrêté du 23/01/97 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
11/03/10	Arrêté du 11/03/10 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère
31/01/08	Arrêté du 31/01/08 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets

1.6.2 Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

2.1.1 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

2.1.2 Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

2.3.1 Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ...

2.3.2 Esthétique

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

2.6.1 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

2.7.1 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
ARTICLE 1.4.3	Actualisation des garanties financières	3 mois avant la fin de la période (ou tous les 5 ans), ou avant 6 mois suivant une augmentation de plus de 15% de la TP01
ARTICLE 1.4.3	Renouvellement des garanties financières	Trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.5.3.
ARTICLE 1.5.1	Modification des installations	Avant la réalisation de la modification.
ARTICLE 1.5.5	Cessation d'activité	3 mois avant la date de cessation d'activité
ARTICLE 2.5	Déclaration des accidents et incidents	Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées
ARTICLE 9.2.3	Autosurveillance des niveaux sonores	Un an au maximum après la mise en service de l'installation.

3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

3.1.1 Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs...

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

3.1.2 Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conforme ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

3.1.3 Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

3.1.4 Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

3.2 CONDITIONS DE REJET

3.2.1 Dispositions générales

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur à la date d'application du présent arrêté, sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

3.2.2 Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
aucun	Dépoussiéreur	Ventilateur de 5,5kW	/	Rejets internes dans le Hall 3
aucun	Hotte aspirante sur le traitement des recuits	Filtre à charbon actif de traitement des fumées	/	Rejets après épuration dans le hall 3
cheminée	Laveur de gaz	Aspiration de 10 000 m ³ /h	/	Tour de lavage des gaz implantée dans le hall3

3.2.3 Conditions générales de rejet

	Hauteur en m	Diamètre en m	Rejet des fumées des installations raccordées	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 1	8,5	0,4	Laveur chaîne TS	10 000	11

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.

3.2.4 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs)

Polluant	Rejet direct (en mg/Nm ³)
Acidité totale exprimée en H	0,5
alcalins, exprimés en OH	10
SO ₂	100
NO _x , exprimé en NO ₂	200
Cr total	1
Zn	0,2

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base de 24 heures .

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Deux mesures de concentration en Cr VI dans les rejets atmosphériques, en plus des paramètres listés ci-dessus, seront réalisées à des périodes distinctes la première année de fonctionnement de l'installation. Le résultat de ces mesures sera transmis à l'inspection des installations classées.

Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

4.1.1 Origine des approvisionnements en eau

I - L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

II - Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées

L'installation de traitement de surface est autorisée à prélever les quantités maximales d'eau définies ci-dessous :

Point de prélèvement	Quantité annuelle maximale
Réseau public	500 m ³

4.1.2 Consommation spécifique

I - Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir une consommation d'eau spécifique, rapportée au mètre carré de la surface traitée, dite « consommation spécifique », la plus faible possible. L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe la consommation spécifique d'eau maximale de l'installation.

Sont pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :

- les eaux de rinçage ;
- les vidanges de cuves de rinçage ;
- les éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents ;
- les vidanges des cuves de traitement ;
- les eaux de lavage des sols ;
- les effluents des stations de traitement des effluents atmosphériques.

Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :

- les eaux de refroidissement ;
- les eaux pluviales ;
- les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation de procédé.

On entend par surface traitée la surface immergée (pièces et montages) qui participe à l'entraînement du bain. La surface traitée est déterminée soit directement, soit indirectement en fonction des consommations électriques, des quantités de métaux utilisés, de l'épaisseur moyenne déposée ou par toute autre méthode adaptée au procédé utilisé. La consommation spécifique est exprimée pour l'installation, en tenant compte du nombre de fonctions de rinçage. Il y a une fonction de rinçage chaque fois qu'une pièce quitte un bain de traitement et doit subir un rinçage (quel que soit le nombre de cuves ou d'étapes constituant ce rinçage).

II. - La consommation spécifique d'eau ne doit pas excéder 2 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.

L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.

4.1.3 Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

4.1.3.1 Protection des eaux d'alimentation

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement. Un dispositif anti-retour est positionné sur l'alimentation du hall 3 où se trouve la chaîne de traitement de surface.

L'alimentation en eau du procédé est munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif doit être proche de l'installation, clairement reconnaissable et aisément accessible.

L'usage du réseau d'eau d'incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretiens ou de maintien or gel du réseau.

4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

4.2.1 Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

4.2.2 Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

4.2.3 Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

4.2.4 Protection des réseaux internes à l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

4.3.1 Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : ...

- les **eaux exclusivement pluviales** et eaux non susceptibles d'être polluées par le procédé ;
- les **eaux domestiques** : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine,...
- les **effluents aqueux usés** qui comprennent les bains usés de la chaîne de zingage en continu qui seront stockés dans une cuve sur le site puis envoyés en destruction en centre agréé et la solution de lavage de gaz usagée collectée en pied de cuve et envoyée 2 fois par an pour destruction en centre agréé également.

4.3.2 Collecte des effluents

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Les eaux de préparation de procédé (quelques m³/an), issues des adoucisseurs et de l'osmoseur, n'ont aucun contact avec le procédé. Elles sont rejetées dans le réseau des eaux pluviales de l'établissement.

4.3.3 Entretien et conduite des installations de traitement

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

4.3.4 Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1	N° 2
Nature des effluents	Eaux usées	Eaux pluviales
Exutoire du rejet	Réseau communal	Réseau d'eaux pluviales après passage par le séparateur d'hydrocarbures
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station d'épuration de Limay	Réseau communal puis la Seine

4.3.5 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

4.3.5.1 Conception

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet

Les eaux pluviales feront l'objet d'une autorisation de déversement.

4.3.5.2 Aménagement

4.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

4.3.6.2.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

4.3.6 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : 30 °C maximum
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

4.3.7 Valeurs limites d'émission des eaux domestiques

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

4.3.8 Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 2

Paramètre	Concentrations instantanées (mg/l)
MES	50
DCO	30
DBO5	50
Hydrocarbures totaux	5

Conformément au PLU de la commune de Porcheville, le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 2 l/s/ha.

5 - DÉCHETS PRODUITS

5.1 PRINCIPES DE GESTION

5.1.1 Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1° En priorité, de prévenir et de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de leur utilisation

2° De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :

- a) La préparation en vue de la réutilisation ;
- b) Le recyclage ;
- c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) L'élimination.

D'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;

D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;

De contribuer à la transition vers une économie circulaire ;

D'économiser les ressources épuisables et d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources.

5.1.2 Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R 543-128-1 à R543-131 du code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R.543-171-1 et R 543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R 543-195 à R 543-200 du code de l'environnement.

Les transformateurs contenant des PCB sont éliminés, ou décontaminés, par des entreprises agréées, conformément aux articles R 543-17 à R 543-41 du code de l'environnement.

Les biodéchets produits font l'objet d'un tri à la source et d'une valorisation organique, conformément aux articles R541-225 à R541-227 du code de l'environnement.

5.1.3 Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

5.1.4 Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

5.1.5 Transport

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatives à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

6 - SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES

6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

6.1.1 Identification des produits

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.

6.1.2 Étiquetage des substances et mélanges dangereux

Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés..

Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux devront également être munis du pictogramme défini par le règlement susvisé.

Le repérage des bouches de dépotage des produits chimiques permet de les différencier afin d'éviter les mélanges de produits lors des livraisons.

6.2 SUBSTANCE ET PRODUITS DANGEREUX POUR L'HOMME ET L'ENVIRONNEMENT

6.2.1 Substances interdites ou restreintes

L'exploitant s'assure que les substances et produits présent sur le site ne sont pas interdits au titre des réglementations européennes, et notamment:

- qu'il n'utilise pas, ni ne fabrique, de produits biocides contenant des substances actives ayant fait l'objet d'une décision de non-approbation au titre de la directive 98/8 et du règlement 528/2012,
- qu'il respecte les interdictions du règlement n°850/2004 sur les polluants organiques persistants ;
- qu'il respecte les restrictions inscrites à l'annexe XVII du règlement n°1907/2006.

S'il estime que ses usages sont couverts par d'éventuelles dérogations à ces limitations, l'exploitant tient l'analyse correspondante à la disposition de l'inspection.

6.2.2 Substances extrêmement préoccupantes

L'exploitant établit et met à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an, la liste des substances qu'il fabrique, importe ou utilise et qui figurent à la liste des substances candidates à l'autorisation telle qu'établie par l'Agence européenne des produits chimiques en vertu de l'article 59 du règlement 1907/2006. L'exploitant tient cette liste à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.2.3 Substances soumises à autorisation

Si la liste établie en application de l'article précédent contient des substances inscrites à l'annexe XIV du règlement 1907/2006, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées sous un délai de 3 mois après la mise à jour de ladite liste.

L'exploitant précise alors, pour ces substances, la manière dont il entend assurer sa conformité avec le règlement 1907/2006, par exemple s'il prévoit de substituer la substance considérée, s'il estime que son utilisation est exemptée de cette procédure ou s'il prévoit d'être couvert par une demande d'autorisation soumise à l'Agence européenne des produits chimiques. |

S'il bénéficie d'une autorisation délivrée au titre des articles 60 et 61 du règlement n°1907/2006, l'exploitant tient à disposition de l'inspection une copie de cette décision et notamment des mesures de gestion qu'elle prévoit.

Dans tous les cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection les mesures de gestion qu'il a adoptées pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et, le cas échéant, le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.

7 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES EMISSIONS LUMINEUSES

7.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

7.1.1 Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

7.1.2 Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

7.1.3 Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

7.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

7.2.1 Valeurs Limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les ZER sont situées à 65 m au Nord du site et 300 m au Nord-Est.

7.2.2 Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

7.3 ÉMISSIONS LUMINEUSES

7.3.1 Émissions lumineuses

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux
- Les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

8.1 GÉNÉRALITÉS

8.1.1 Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

8.1.2 Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 6.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

8.1.3 Propreté de l'installation

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

8.1.4 Contrôle des accès

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Une surveillance est assurée en permanence.

8.1.5 Étude de dangers

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

8.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

8.2.1 Comportement au feu

Les dispositions constructives de chacun des halls et du local TS sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Hall	Hall 1	Hall 2	Hall 3	Local TS	Module recuit du fil (Ø 0.8m X 0.2m X 0.2m)
Murs	Ossature métallique et bardage double peau. Entre le hall 2 et le hall 3, béton cellulaire épaisseur 15 cm et 10 cm - CF 2h			Béton cellulaire épaisseur 20 cm	Placo CF 2h
Couverture	Bac acier (isolé phoniquement)		Bac acier	Poutres bois sous lesquelles sera fixé du béton cellulaire (10 cm) puis du BA13 (13 mm CF 2 h) pour cacher les vis de fixation	Placo CF 2h
Sols	Dalle béton fibré épaisseur 18cm		Dalle béton (environ 20 cm)	Dalle béton existante dans le hall 3 + résine résistante aux acides dans le local TS	Placo CF 2h
Ouvertures	Portes métalliques double peau			A chaque extrémité une porte piéton CF 2h, un trou diamètre 2 cm pour le passage du fil (Si besoin de sortir une cuve, le mûr sera percé et rebouché)	A chaque extrémité un trou diamètre 2 cm pour le passage du fil
Chauffage	Non chauffé	Radians gaz	Radians gaz	Non chauffé	Non chauffé
Ventilation	Ventilation naturelle			Aspiration des bains (Ventilation mécanique) reliée à un laveur de gaz. Les conduits d'entrée d'air neuf et de rejet d'air à traiter seront munis de clapets CF 2h	Aspiration des fumées de recuit reliée à un traitement de l'air sur charbon actif et rejeté dans le hall 3. Les conduits d'entrée d'air neuf et de rejet d'air à traiter seront munis de clapets CF 2h
Dispositions incendie	Détection incendie + extincteurs			Extinction automatique	

Les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant au niveau du stockage de cartons et emballages permettent de réduire les potentiels de dangers.

Dans le hall 1, concernant la zone de stockage des cartons et emballages :

- Cette zone, matérialisée, est entourée de 3 murs coupe-feu 2h sur une hauteur de 4 m ;
- Un espace de 5 m de longueur, en permanence libre de tout matériau combustible, sépare la zone de stockage des autres activités internes au bâtiment ;

Les quantités de matières combustibles stockées sont limitées à 2 semaines d'exploitation ;

Aucun flux de 8 kW ne sort des limites de propriétés du fait de la présence des murs coupe-feu 2h autour de la zone de stockage de cartons.

Dans le hall 3, concernant la chaîne de traitement de surface

Les éléments de construction du local de traitement de surface (dalle, murs et plafond) et du local de recuit présentent un degré de résistance coupe-feu 2h ;

Le mur situé entre les halls 2 et 3 présente un degré coupe-feu 2h.

I - Les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques des équipements, des procédés ou des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un incendie pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation doivent être constituées de matériaux permettant de réduire les risques de propagation d'un incendie au strict minimum, et présentent les caractéristiques de faible réaction et de résistance au feu minimale suivantes :

- matériaux de classe A1 ou A2 s1 d1 selon NF EN 13 501-1 ;
- murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;
- planchers REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;
- portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures).
- (R : capacité portante, E : étanchéité au feu, I : isolation thermique.)

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et tuyauteries, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les dispositions nécessaires sont prises afin d'éviter la propagation d'un incendie par le système de ventilation.

II - Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

8.2.2 Intervention des services de secours

8.2.2.1 Accessibilité

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

8.2.2.2 Accessibilité des engins à proximité de l'installation

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation et par les eaux d'extinction.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ;
- un rayon intérieur R supérieur ou égal à 11m ;
- sur-largeur de $S = 15/R$ mètres dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres ;
- la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres ;
- la pente inférieure à 15%.

8.2.2.3 Mise en station des échelles

Le site dispose, autour du bâtiment, d'espace qualifiés de « voie échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie est directement accessible depuis la voie engin et respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- largeur utile au minimum de 6 mètres,
- hauteur libre au minimum de 4,5 m et la pente inférieure à 10%,
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée,
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie,
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.

Une aire est laissée libre de tous matériaux combustibles à la périphérie des bâtiments.

La voie bordant le hall 3, ne permettant pas le passage des engins de secours, doit disposer au minimum des caractéristiques suivantes :

- être laissée libre de tout matériau ;
- une largeur de 3 m minimum existe entre le bord extérieur du hall 3 et la clôture du site.

8.2.2.4 Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins

A partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètres de large au minimum.

8.2.3 Désenfumage

Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2% de la surface au sol du local.

Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m² est prévue pour 250 m² de superficie projetée de toiture.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.

L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

La surface libre totale des amenées d'air est au moins égale à la surface géométrique des évacuations de fumées.

En présence d'un système d'extinction automatique, les dispositifs d'ouvertures automatiques de désenfumage ne doivent pas s'ouvrir avant le déclenchement de l'extinction automatique.

8.2.4 Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.1 ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.

permettant de fournir au moins 240 m³/h d'eau sous une pression dynamique de 1 bar sans dépasser 8 bars. Les besoins en eau nécessaire au fonctionnement éventuel des installations fixes du site peuvent être pris sur le réseau d'adduction sous réserve que les sapeurs pompiers disposent d'un débit de 240 m³/h en cas de sinistre.

En cas d'impossibilité de fournir la totalité des besoins en eau par le réseau sous pression, le volume d'eau mobilisable sur 2 heures peut-être fourni jusqu'à 2/3 par des réserves incendie de préférence enterrées en veillant à :

- assurer 1/3 des besoins en eau obligatoirement par le réseau surpressé, les hydrants devant se trouver à moins de 200 mètres de l'entrée la plus éloignée, le deuxième tiers des besoins en eau à moins de 400 mètres, le dernier tiers des besoins en eau à moins de 800 mètres,
 - permettre la mise en station des engins pompes auprès de ces réserves, par la création d'une plateforme d'aspiration présentant une résistance au sol suffisante pour supporter un véhicule de 130 kN et ayant une superficie minimale de 32 m² (8m x 4m) par 120 m³ de réserve, desservie par une voie carrossable d'une largeur de 3 mètres, stationnement exclu,
 - limiter la hauteur géométrique d'aspiration à 6 mètres dans le cas le plus défavorable,
 - veiller à ce que le volume d'eau contenu soit constant en toute saison,
 - signaler les réserves d'incendie au moyen de pancarte toujours visible,
- d'un dispositif d'extinction automatique dans la partie traitement de surface et recuit du fil;
 - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

8.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

8.3.1 Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

Le hall 3 contenant l'installation de traitement de surface dispose d'un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique.

8.3.2 Ventilation des locaux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).

8.3.3 Systèmes de détection et extinction automatiques

Le bâtiment dispose d'un dispositif optique de détection automatique d'un départ de feu. Le hall traitement de surface est par ailleurs pourvu d'un système d'extinction automatique.

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Le système d'extinction automatique d'incendie présent dans le hall « traitement de surface et poste de recuit du fil » est conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

8.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

En cas d'incendie, le bâtiment servira de rétention des eaux d'extinction susceptible s'être polluées. Le confinement est réalisé par l'imperméabilisation du sol et du bas des murs de l'ensemble du bâtiment. Devant les accès, des batardeaux automatiques se rabattent pour assurer l'étanchéité ces parties.

8.4.1 Rétentions et confinement

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

« L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

« Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

La livraison des produits liquides de traitement de surfaces ou la phase d'évacuation des déchets liquides se fera à l'intérieur du hall 3 avec positionnement du camion sur une bâche assurant une rétention de 13 m³.

IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. .

le confinement des eaux d'extinction est assuré par l'ensemble du bâtiment qui dispose d'un volume de 840 m³ de rétention. Cette rétention est assurée par :

- l'implantation d'une bordure en briques maçonnées de 16 cm de hauteur sur le pourtour intérieur des halls ainsi que sur le devant des portes non-passantes et à l'intérieur autour des décentes de collecte des eaux pluviales
- l'implantation de batardeaux à déclenchement automatique au niveau des portes passantes.

En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureuse de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

8.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

8.5.1 Surveillance de l'installation

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. Une clôture est mise en place à cette fin.

8.5.2 Travaux

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8.1.1 et notamment celles recensées locaux à risque, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

8.5.3 Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, batardeaux...) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

8.5.4 Consignes d'exploitation

I. Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

II. Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets.

Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement du système de régulation, de contrôle et d'alarme.

III. Seuls les personnels nommément désignés et spécialement formés ont accès aux dépôts de cyanures, de trioxyde de chrome et autres substances toxiques.

Ceux-ci ne délivrent que les quantités strictement nécessaires pour ajuster la composition des bains. Dans le cas où l'ajustement de la composition des bains est fait à partir de solutions disponibles en conteneur et ajoutées par des systèmes automatiques, la quantité strictement nécessaire est un conteneur.

9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

9.1.1 Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance.

L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

9.1.2 Mesures comparatives

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

9.2.1 Autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses

La surveillance des rejets dans l'air porte sur :

- le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ;
- les valeurs limites d'émissions.

Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation est réalisée au moins une fois par an par un extérieur selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations.

Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent.

Les mesures portent sur les paramètres indiqués à l'article 3.2.4.

Les mesures portent sur les rejets en sortie du laveur de gaz de la chaîne de traitement de surface

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence

9.2.2 Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines, comme définies à l'article 4.1, sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection.

9.2.3 Auto surveillance des niveaux sonores

9.2.3.1 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée six mois au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

9.3.1 Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Les résultats de l'autosurveillance sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

9.3.2 Bilan de l'auto surveillance des déchets

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'article 5.1.2.

9.3.3 Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 9.2.3 sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

10 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION

10.1.1 Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article 15 de l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017, il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Versailles :

- 1° Par l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans le délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

10.1.2 Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de Porcheville et mise à la disposition de toute personne intéressée. Une copie sera affichée en mairie de Porcheville pendant une durée minimum d'un mois. Le maire dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

Une copie sera affichée en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société ERMELEC.

Une copie dudit arrêté sera également adressée à chaque conseil municipal consulté.

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de la société ERMELEC dans deux journaux diffusés dans tout le département.


Une copie de cet arrêté sera insérée dans le recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines, accessible sur le site internet de la préfecture.

10.1.3 Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le Sous-préfet de l'arrondissement de Mantes-la-Jolie, le maire de Porcheville, le directeur régional et interdépartemental de l'énergie et de l'environnement d'Île-de-France, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 8 JAN. 2018

Le Préfet,


~~Pour le Préfet et par délégation,~~
Le Secrétaire Général

Julien CHARLES



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018005-0001

signé par

Julien CHARLES, Secrétaire général de la Préfecture des Yvelines

Le 5 janvier 2018

**Yvelines
DRCL**

Arrêté portant éligibilité de la Communauté de communes Gally-Mauldre à la bonification de la dotation d'intercommunalité

Préfecture
Direction des Relations avec
les Collectivités Locales
Bureau du contrôle budgétaire
et des dotations de l'Etat

Arrêté
portant éligibilité de la Communauté de Communes du Gally-Mauldre
à la bonification de la dotation d'intercommunalité

Le Préfet des Yvelines,

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment ses articles L.5211-29 et L. 5214-23-1 ;

Vu l'article 1609 nonies C du Code des impôts (CGI) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2012181-0004 du 29 juin 2012 portant création de la Communauté de communes Gally-Mauldre, à compter du 1^{er} janvier 2013 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2017355-0008 du 21 décembre 2017 portant modification des statuts de la Communauté de communes Gally-Mauldre ;

Considérant que la Communauté de communes Gally-Mauldre exerce au moins neuf des douze groupes de compétences prévus à l'article L. 5214-23-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu l'arrêté 2015237-0002 du 25 août 2015 portant délégation de signature ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrêté :

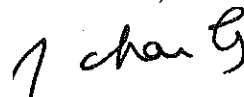
Article 1^{er} : La Communauté de communes Gally-Mauldre est éligible à compter du 1^{er} janvier 2018 à la bonification prévue à l'article L. 5214-23-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

.../...

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines et le directeur départemental des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **5 JAN. 2010**

Le Préfet,



Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Julien CHARLES



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018005-0002

signé par

Julien CHARLES, Secrétaire général de la Préfecture des Yvelines

Le 5 janvier 2018

**Yvelines
DRCL**

Arrêté portant éligibilité de la Communauté de communes Les Portes de l'Ile de France à la bonification de la dotation d'intercommunalité

Préfecture
Direction des Relations avec
les Collectivités Locales
Bureau du contrôle budgétaire
et des dotations de l'Etat

Arrêté
portant éligibilité de la Communauté de Communes Les Portes de l'Île de France
à la bonification de la dotation d'intercommunalité

Le Préfet des Yvelines,

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment ses articles L.5211-29 et L. 5214-23-1 ;

Vu l'article 1609 nonies C du Code des impôts (CGI) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2016346-0001 du 11 décembre 2016 portant fusion de la Communauté de communes du Plateau de Lommoye et de la Communauté de communes Les Portes de l'Île de France et adoption de ses statuts, à compter du 1^{er} janvier 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2017363-0002 du 29 décembre 2017 portant modification des statuts de la Communauté de communes Les Portes de l'Île de France ;

Considérant que la Communauté de communes Les Portes de l'Île de France exerce au moins neuf des douze groupes de compétences prévus à l'article L. 5214-23-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu l'arrêté 2015237-0002 du 25 août 2015 portant délégation de signature ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

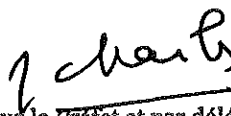
Arrête :

Article 1^{er} : La Communauté de communes Les Portes de l'Île de France est éligible à compter du 1^{er} janvier 2018 à la bonification prévue à l'article L. 5214-23-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines et le directeur départemental des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **5 JAN. 2018**

Le Préfet,



Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Julien CHARLES



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2018005-0003

signé par

Julien CHARLES, Secrétaire général de la Préfecture des Yvelines

Le 5 janvier 2018

**Yvelines
DRCL**

**Arrêté portant éligibilité de la Communauté de communes du Pays Houdanais à la bonification
de la dotation d'intercommunalité**

Préfecture
Direction des Relations avec
les Collectivités Locales
Bureau du contrôle budgétaire
et des dotations de l'Etat

Arrêté
portant éligibilité de la Communauté de Communes du Pays Houdanais
à la bonification de la dotation d'intercommunalité

Le Préfet des Yvelines,

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment ses articles L.5211-29 et L. 5214-23-1 ;

Vu l'article 1609 nonies C du Code des impôts (CGI) ;

Vu l'arrêté inter préfectoral n°97/19 des 23 et 30 décembre 1997 portant création de la Communauté de communes du Pays Houdanais, à compter du 1^{er} janvier 1998 ;

Considérant que la Communauté de communes du Pays Houdanais exerce au moins neuf des douze groupes de compétences prévus à l'article L. 5214-23-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu l'arrêté 2015237-0002 du 25 août 2015 portant délégation de signature ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête :

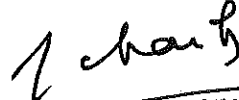
Article 1^{er} : La Communauté de communes du Pays Houdanais est éligible à compter du 1^{er} janvier 2018 à la bonification prévue à l'article L. 5214-23-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

.../...

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines et le directeur départemental des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 5 JAN. 2018

Le Préfet,



Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Julien CHARLES